

Si l'intéressé renonce par écrit à l'audition ou ne s'y présente pas, le Ministre de l'Intérieur ou le fonctionnaire qu'il délègue à cette fin dresse, selon le cas, un procès-verbal de désistement ou de non-comparution.

**Art. 6.** Le Ministre de l'Intérieur prend dans les deux mois de la clôture du procès-verbal d'audition, de désistement ou de non-comparution, une décision qu'il notifie à l'intéressé par lettre recommandée. Cette notification doit en tout cas intervenir dans les six mois de la notification visée à l'article 2.

S'il ne statue pas dans le délai de deux mois prévu au 1er alinéa, ou s'il ne notifie pas sa décision dans le délai de six mois prévu au 1er alinéa, le Ministre de l'Intérieur est censé renoncer à toute mesure de suspension ou de retrait pour les faits qui ont été mis à charge de l'intéressé.

**Art. 7.** Au cas où le Ministre de l'Intérieur envisage une suspension ou un retrait en raison de l'exercice d'activités incompatibles avec l'ordre public ou avec la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat, chacun des délais fixés aux articles 5 et 6 est ramené à deux jours ouvrables.

Le délai fixé à l'article 6, premier alinéa pour la décision est ramené à 14 jours ouvrables et celui pour la notification, à 30 jours ouvrables.

**Art. 8.** Au cas où une suspension ou un retrait est envisagé en raison de faits qui constituent une menace grave et imminente pour l'ordre public et où le Ministre de l'Intérieur prend une mesure telle que définie à l'article 8, § 5, de la loi, il informe l'intéressé, simultanément avec la notification prévue à l'article 2, de la mesure immédiate et des raisons qui la justifient.

**Art. 9.** La prise d'une mesure immédiate n'a pas d'incidence sur le déroulement de la procédure fixée aux articles 2 à 7 inclus.

**Art. 10.** Aussi longtemps que la mesure immédiate est en vigueur, l'intéressé peut introduire une requête motivée de suppression de celle-ci.

Si le Ministre de l'Intérieur estime que la mesure n'est pas nécessaire plus longtemps, il la retire immédiatement.

**Art. 11.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 mai 1991.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBBACK

Indien de betrokkene schriftelijk afstand doet van het verhoor of zich er niet op aanmeldt, maakt de Minister van Binnenlandse Zaken of de ambtenaar die hij daartoe machtigt, naar gelang van het geval, een proces-verbaal van afstand of van niet-verschijnen op.

**Art. 6.** De Minister van Binnenlandse Zaken neemt binnen de twee maanden na het afsluiten van het proces-verbaal van het verhoor, van afstand of van niet-verschijnen, een beslissing waarvan hij de belanghebbende per aangetekende brief in kennis stelt. Deze kennisgeving dient in elk geval binnen zes maanden na de kennisgeving bedoeld in artikel 2 te geschieden.

Indien de Minister van Binnenlandse Zaken geen uitspraak doet binnen de termijn van twee maanden voorgeschreven in het eerste lid, of indien hij geen kennis geeft van zijn beslissing binnen de termijn van zes maanden voorgeschreven in het eerste lid, wordt hij geacht af te zien van elke schorsings- of intrekkingmaatregel ten aanzien van de feiten die de belanghebbende ten laste zijn gelegd.

**Art. 7.** In het geval de Minister van Binnenlandse Zaken een schorsing of intrekking overweegt wegens het uitoefenen van activiteiten die onverenigbaar zijn met de openbare orde of met de inwendige of uitwendige veiligheid van de Staat, wordt elk van de in de artikelen 4 en 5 vastgestelde termijnen teruggebracht op twee werkdagen.

De in artikel 6, eerste lid bepaalde termijn voor de beslissing wordt teruggebracht op 14 werkdagen en die voor de kennisgeving op 30 werkdagen.

**Art. 8.** In het geval een schorsing of intrekking overwogen wordt wegens feiten die een ernstige of onmiddellijke bedreiging van de openbare orde uitmaken en de Minister van Binnenlandse Zaken een onmiddellijke maatregel neemt zoals omschreven in artikel 8, § 5 van de wet, stelt hij de belanghebbende, tegelijkertijd met de kennisgeving voorzien in artikel 2, op de hoogte van de onmiddellijke maatregel en van de redenen ertoe.

**Art. 9.** Het nemen van een onmiddellijke maatregel heeft geen invloed op het verloop van de procedure bepaald in de artikelen 2 tot en met 7.

**Art. 10.** Zolang de onmiddellijke maatregel van kracht is kan de betrokkene een met redenen omkleed verzoek indienen tot opheffing ervan.

Indien de Minister van Binnenlandse Zaken de maatregel niet langer noodzakelijk acht, trekt hij deze onmiddellijk in.

**Art. 11.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 mei 1991.

**BOUDEWIJN**

- Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK

F. 91 — 1449

**24 MAI 1991.** — Arrêté royal relatif aux armes utilisées par les membres du personnel des entreprises de gardiennage et des services internes de gardiennage

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, notamment les articles 2, § 1<sup>er</sup>, et 8, §§ 2 et 5;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er. § 1<sup>er</sup>:** Les entreprises de gardiennage ou les services internes de gardiennage ne peuvent posséder des armes ou des munitions que moyennant une permission spéciale du Ministre de l'Intérieur. Cette permission n'est accordée que si la possession des armes ou des munitions est requise pour l'accomplissement de missions de gardiennage pour lesquelles une autorisation est nécessaire.

N. 91 — 1449

**24 MEI 1991.** — Koninklijk besluit betreffende de wapens die worden gebruikt door de personeelsleden van bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, inzonderheid op de artikelen 2, § 1, en 8, §§ 2 en 5;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1. § 1.** Bewakingsondernemingen of interne bewakingsdiensten mogen slechts wapens of munitie bezitten met een bijzondere toestemming van de Minister van Binnenlandse Zaken. Deze toestemming wordt enkel verleend indien het bezit van de wapens of de munitie vereist is voor het uitvoeren van bewakingsopdrachten waarvoor een vergunning nodig is.

Cette permission peut être demandée au moment de la demande d'autorisation ou à un moment ultérieur. Dans leur demande, les entreprises de gardiennage et les services internes de gardiennage doivent mentionner la nature, le type et le nombre d'armes qu'ils souhaitent posséder et les missions au cours desquelles ces armes seront portées.

§ 2. Les entreprises de gardiennage et les services internes de gardiennage peuvent uniquement détenir des armes du type armes de défense telles que prévues à l'article 3 de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.

Le Ministre de l'Intérieur peut déterminer le type de munitions que les entreprises de gardiennage et les services internes de gardiennage peuvent utiliser et également limiter la quantité de munitions dont ils peuvent disposer par arme ou qu'ils peuvent détenir sur eux, en service.

§ 3. Les membres du personnel des entreprises de gardiennage et les membres du personnel des services internes de gardiennage ne peuvent, dans l'exercice de leurs missions, porter et utiliser que les armes et munitions dont ces entreprises ou ces services sont légalement détenteurs.

Art. 2. Dans l'exercice de leurs missions sur la voie publique, dans des lieux publics ou dans des lieux accessibles au public, les membres du personnel des entreprises de gardiennage ainsi que les membres du personnel des services internes de gardiennage ne peuvent porter que les armes de défense suivantes :

- un revolver ou un pistolet, d'un calibre inférieur à 10 mm;
- une matraque d'une longueur de 45 cm maximum à l'exclusion de matraques électriques ou télescopiques.

Art. 3. Lorsque le port d'une arme de défense est autorisé pour l'exercice des missions visées à l'article 1<sup>er</sup>, l'arme à feu doit être portée dans une gaine munie d'un système de fermeture empêchant que l'arme puisse être saisie facilement par un tiers. Lorsque le port d'une matraque est autorisé pour l'exercice des missions visées à l'article 1<sup>er</sup>, la matraque et l'étui dans lequel elle se trouve doivent être portés de manière telle qu'ils ne soient pas visibles.

Art. 4. Dans l'exercice de leurs missions, les entreprises de gardiennage et les services internes de gardiennage ne peuvent posséder ou utiliser des menottes.

Art. 5. Lors de l'introduction d'une demande tendant à obtenir l'autorisation de posséder certaines armes ou munitions, les entreprises de gardiennage et les services internes de gardiennage doivent mentionner les mesures générales qu'ils prendront en vue de protéger les armes ou les munitions qui doivent être gardées dans le magasin d'armes.

Art. 6. § 1<sup>er</sup>. Tout local ou partie de local spécialement aménagé à cet effet peut faire fonction de magasin d'armes.

§ 2. La protection particulière du magasin d'armes doit porter tant sur le local même que sur le coffre, l'armoire ou tout autre objet destiné à contenir des armes. La protection particulière du local doit satisfaire aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> les murs, le plancher et le plafond doivent être réalisés en maçonnerie, en béton ou en d'autres matériaux résistant à l'effraction;

2<sup>o</sup> les fenêtres éventuelles doivent être en verre à l'épreuve de l'effraction ou être protégées par des barreaux métalliques d'une épaisseur d'1,5 cm de diamètre qui pénètrent de 8 cm au moins dans la maçonnerie, la construction en béton et les autres matériaux à l'épreuve de l'effraction;

3<sup>o</sup> chaque accès doit être muni d'une porte métallique de sécurité.

Hormis les munitions, aucune substance facilement inflammable ne peut être entreposée dans le local.

§ 3. Le magasin d'armes ne peut déboucher sur un lieu accessible au public. Son existence ou sa localisation ne peut être indiquée par une mention ou une signalisation particulière. Toute vue de l'extérieur doit être empêchée.

§ 4. Les entreprises de gardiennage, les services internes de gardiennage et leurs implantations locales qui possèdent au maximum six armes peuvent faire usage d'un coffre-fort comme magasin d'armes. Le Ministre de l'Intérieur peut accorder des dérogations aux dispositions des §§ 2 et 3 pour les entreprises de gardiennage, les services internes de gardiennage et les implantations locales qui possèdent au maximum dix armes.

Die toestemming kan aangevraagd worden op het ogenblik van de vergunningsaanvraag of op een later tijdstip. In hun aanvraag dienen de bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten de aard, het type en het aantal wapens te vermelden welke zij wensen te bezitten en de opdrachten tijdens welke ze zullen worden gedragen.

§ 2. De bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten mogen enkel wapens bezitten van het type verweerwapen zoals bepaald in artikel 3 van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie.

De Minister van Binnenlandse Zaken kan het type munitie bepalen dat de bewakingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten mogen gebruiken en eveneens de hoeveelheid munitie beperken waarover ze per wapen kunnen beschikken of die zij in dienst bij zich mogen houden.

§ 3. De personeelsleden van de bewakingsondernemingen en de personeelsleden van de interne bewakingsdiensten mogen bij de uitvoering van hun opdrachten enkel de wapens dragen en de munitie gebruiken waarvan deze ondernemingen of diensten wettelijk in het bezit zijn.

Art. 2. Bij de uitvoering van hun opdrachten op de openbare weg, in openbare plaatsen of in plaatsen toegankelijk voor het publiek, mogen de personeelsleden van bewakingsondernemingen alsook de personeelsleden van interne bewakingsdiensten slechts de volgende verweerwapens dragen :

- een revolver of pistool, met een kaliber lager dan 10 mm;
- een wapenstok met een maximum lengte van 45 cm met uitsluiting van elektrische of telescopische wapenstokken.

Art. 3. Wanneer het dragen van een verweerwapen voor het uitvoeren van de in artikel 1 bedoelde opdrachten wordt toegestaan, dient het vuurwapen te worden gedragen in een foedraal dat voorzien is van een sluitsysteem dat verhindert dat het wapen gemakkelijk door een derde kan worden gegrepen. Wanneer het dragen van een wapenstok voor de uitvoering van de in artikel 1 bedoelde opdrachten wordt toegestaan, dienen de wapenstok en het etui waarin hij zich bevindt zodanig gedragen te worden dat zij niet zichtbaar zijn.

Art. 4. Bij de uitvoering van hun opdrachten mogen de bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten geen handboeien bezitten of gebruiken.

Art. 5. Bij het indienen van een aanvraag om een vergunning voor het bezitten van bepaalde wapens of munitie moeten de bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten vermelden welke algemene maatregelen zij zullen nemen om de wapens of munitie die in de wapenkamer moeten bewaard worden te beveiligen.

Art. 6. § 1. Als wapenkamer kan elk lokaal of gedeelte van een lokaal dienst doen dat daartoe speciaal is ingericht.

§ 2. De bijzondere bescherming van de wapenkamer moet betrekking hebben zowel op het lokaal zelf als op de koffer, kast of elk ander object bestemd om wapens op te bergen. De bijzondere bescherming van het lokaal dient aan de volgende voorwaarden te voldoen :

1<sup>o</sup> de muren, vloer en zoldering dienen uitgevoerd te worden in metselwerk, beton of andere inbraakbestendige materialen;

2<sup>o</sup> de eventuele vensters dienen te bestaan uit inbraakvrij glas of beschermd te worden door een metalen traliewerk met een dikte in diameter van 1,5 cm en minstens 8 cm doordringend in het metselwerk, de betonconstructie of andere inbraakwerende materialen;

3<sup>o</sup> elke toegang dient voorzien te zijn van een metalen veiligheidsdeur.

Behoudens de munitie mogen er geen snel ontvlambare stoffen opgeslagen worden in het lokaal.

§ 3. De wapenkamer mag niet uitkomen op een plaats die toegankelijk is voor het publiek. Het bestaan of de plaats ervan mag niet door een bijzondere vermelding of bewegwijzering worden aangegeven. Elk uitzicht van buitenaf dient verhinderd te worden.

§ 4. De bewakingsondernemingen, interne bewakingsdiensten en de plaatselijke vestigingen ervan die maximum zes wapens bezitten kunnen gebruik maken van een brandkoffer als wapenkamer. De Minister van Binnenlandse Zaken kan afwijkingen toestaan op de bepalingen van §§ 2 en 3 voor de bewakingsondernemingen, interne bewakingsdiensten en de plaatselijke vestigingen ervan die maximum tien wapens bezitten.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Une liste de toutes les armes que possède l'entreprise ou le service doit en permanence se trouver dans le magasin d'armes.

Toute arme doit chaque fois être entreposée à un endroit spécifique et identifié. Aucune arme ne peut être enlevée du magasin d'armes ou y être replacée sans qu'une personne responsable, désignée à cette fin, ne l'ait inscrit dans un registre se trouvant en permanence dans le magasin d'armes et sans qu'un signe d'identification clair et reconnaissable mentionnant les caractéristiques particulières de l'arme enlevée n'occupe la place réservée à cette arme.

**§ 2.** Les armes entreposées dans le magasin d'armes ne peuvent être armées ou chargées. Les munitions des armes à feu doivent être conservées dans une armoire ou dans un coffre distinct résistant au feu. Sous réserve du cas visé à l'article 6, § 4, cette armoire ou ce coffre est placé dans le magasin d'armes.

**Art. 8.** Les fonctionnaires compétents doivent pouvoir, en tout temps, accéder au magasin d'armes, y consulter le registre et vérifier l'exactitude de ses mentions.

**Art. 9.** Tout tir au moyen d'une arme à feu, en dehors des exercices de tir, doit, dans un délai de trois jours ouvrables, être signalé au Ministre de l'Intérieur sous la forme d'un rapport circonstancié.

**Art. 10.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 mai 1991.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Intérieur,  
**L. TOBBACK**

**Art. 7. § 1.** In de wapenkamer moet permanent een lijst aanwezig zijn van alle wapens die in het bezit zijn van de onderneming of de dienst.

Elk wapen moet telkens op een specifieke en geïdentificeerde plaats opgeborgen worden. Geen enkel wapen mag uit de wapenkamer worden weggenomen of teruggeplaatst zonder dat een daarvoor aangewezen verantwoordelijk persoon dit geregistreerd heeft in een register dat permanent in de wapenkamer aanwezig is en, zonder dat een duidelijk en herkenbaar identificatieteken, dat de bijzondere kenmerken van het weggenomen wapen vermeldt, de voor dat wapen voorbehouden plaats inneemt.

**§ 2.** De wapens die in de wapenkamer worden opgeslagen mogen niet gewapend of geladen zijn. De munitie van de vuurwapens dient te worden bewaard in een afzonderlijke brandbestendige kast of koffer. Onder voorbehoud van hetgeen in artikel 6, § 4, bepaald is, wordt die kast of koffer in de wapenkamer geplaatst.

**Art. 8.** De bevoegde ambtenaren moeten te allen tijde toegang hebben tot de wapenkamer om er het register in te zien en na te gaan of de vermeldingen erin juist zijn.

**Art. 9.** Telkens als buiten de schietoefeningen met een vuurwapen wordt geschoten, dient zulks binnen een termijn van drie werkdagen te worden gemeld aan het Ministerie van Binnenlandse Zaken in de vorm van een omstandig verslag.

**Art. 10.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 mei 1991.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Binnenlandse Zaken,  
**L. TOBBACK**

#### MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 — 1450

**15 FEVRIER 1991.** — Arrêté royal autorisant l'Office national de l'Emploi à engager des contractuels subventionnés en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, notamment l'article 51, § 2, modifié par l'article 78 de la loi-programme 1981 du 2 juillet 1981;

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment l'article 94;

Vu l'arrêté royal du 27 février 1989 d'exécution de la loi-programme du 30 décembre 1988 — Titre III — Chapitre II — portant création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget donné le 20 décembre 1990;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique donné le 20 décembre 1990;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'Office national de l'Emploi est autorisé à engager 360 contractuels subventionnés en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel.

**Art. 2. § 1.** Sans préjudice des dispositions réglementaires d'ordre général régissant l'engagement des contractuels subventionnés, les grades dans lesquels peuvent s'effectuer les engagements visés à l'article 1<sup>er</sup>, et, pour chacun de ces grades, le nombre de bénéfici-

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 — 1450

**15 FEBRUARI 1991.** — Koninklijk besluit waarbij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening gemachtigd wordt gesubsidieerde contractuelen in dienst te nemen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke behoeften aan personeel

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, inzonderheid op artikel 51, § 2, gewijzigd bij artikel 78 van de programmawet 1981 van 2 juli 1981;

Gelet op de programmawet van 30 december 1988, inzonderheid op artikel 94;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 februari 1989 tot uitvoering van de programmawet van 30 december 1988 — Titel III — Hoofdstuk II — tot opzetting van een stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 20 december 1990;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 20 december 1990;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening wordt gemachtigd 360 gesubsidieerde contractuelen in dienst te nemen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke behoeften aan personeel.

**Art. 2. § 1.** Onverminderd de reglementaire bepalingen van algemene aard betreffende de werving van gesubsidieerde contractuelen worden de graden waarin de in artikel 1 bedoelde wervingen kunnen gebeuren en, voor elk van deze graden, het aantal begun-